

Organisation: **WWF Suisse**

1. Train d'ordonnances : Remarques d'ordre général

C'est avec plaisir que le WWF Suisse répond au premier train d'ordonnances de la PA 2011. Nos remarques se limitent à un choix d'ordonnance significatives sur le plan de l'écologie.

Nous avons formulé nos remarques de telle sorte que le système des paiements soit orienté davantage sur des prestations clairement définies et sur les conditions-cadre de l'activité agricole importante sur le plan de l'environnement.

2. Prise de position concernant certaines ordonnances de la PA 2011

Verordnung Laufnummer: 4		Bezeichnung: Verordnung über die Koordination der Kontrollen auf LW-Betrieben 910.xxx	
Allg. Bemerkungen: Die Koordination der Kontrollen macht Sinn und begrüßen wir. Jedoch scheint uns ein Kontrollintervall von 12 Jahren, bei einem Anpassungsprozedere der Gesetze und Verordnungen alle vier Jahre, viel zu lange. Dies gilt insbesondere für die TAMV und DZV, aber auch für alle anderen Verordnungen. Wir schlagen ein Kontrollintervall von maximal 4 Jahren vor. Als Ausnahme können wir uns ein Kontrollintervall von maximal 8 Jahren für die Sömmerungsbetriebe vorstellen. Dies in Anbetracht des Kontrollaufwandes (An- und Abfahrt, räumliche Ausdehnung) bei Sömmerungsbetrieben. Wir beantragen daher die Streichung von Art. 2 Abs. 3 lit. c.			
Artikel	Vorschläge		
Art. 2 Abs. 3 lit. c	Begründung für den Antrag siehe <i>Allg. Bemerkungen</i> . <u>Antrag:</u> streichen. Intervalle in jedem Fall nicht länger als 4 Jahre, mit Ausnahme der Sömmerungsbeitragsverordnung mit einem Intervall von maximal 8 Jahren.		

Train d'ordonnances 2011: Audition

Ordonnance numéro : 5		Titre : Ordonnance sur les paiements directs	
Article	Propositions		
Art. 7, al. 5	<p>Part équitable de surfaces de compensation écologique Nous sommes très favorables à l'introduction de bande extensive le long des haies, bosquets champêtres, des berges boisées, des lisières forestières et des cours d'eau. Les largeurs de 3 m. respectivement 6 m. sont le minimum. Nous proposons une largeur de 9 mètres.</p> <p>Proposition Le long des le long des haies, bosquets champêtres, des berges boisées, des lisières forestières et des cours d'eau la bande herbeuse sans apport d'engrais ni pesticides est de 9 mètres.</p>		
Art. 9, al. 1	<p>Protection appropriée du sol Nous sommes favorables à l'introduction de la notion de prévention du compactage du sol. Nous émettons des doutes sur la contrôlabilité et l'exécution de cette mesure tout comme celle déjà existante relevant de la prévention de l'érosion. Nous rappelons ici que l'indice de protection du sol était une mesure bien plus efficace et que pour prévenir le compactage des mesures contraignantes tels que le jumelage des roues, les techniques culturales, l'interdiction de pénétrer des champs et prés détrempés seraient plus efficaces.</p>		
Art. 20, al.1	<p>Echelonnement des paiements directs Nous sommes favorables à l'échelonnement des paiements directs généraux au-delà de 2009.</p>		
Art. 20, al.2	<p>Exclusion des contributions écologiques, éthologiques et de l'OQE de l'échelonnement des PD Les contributions écologiques et éthologiques et celles relevant de l'OQE ne doivent pas être soumises à un échelonnement ni maintenant ni après 2009, car ce sont ici des prestations d'intérêt public clairement définies qui sont rétribuées (biodiversité, diminution des produits phytosanitaires, respect de l'animal, etc.). Il n'existe aucune limite objective à partir de laquelle la prestation disparaît.</p>		
Art. 27, al.1	<p>Contribution à la surface</p> <p>Proposition La contribution à la surface s'élève à 1'000 francs</p> <p>Justification Nous sommes extrêmement favorables à la diminution de la contribution à la surface non seulement en raison des ressources financières limitées mais aussi parce que les prestations rétribuées dans ce contexte ne sont pas clairement définies et diffuses : PER, revenu, occupation décentralisée, production de denrées alimentaires, etc. Nous sommes favorables à l'orientation des paiements directs vers un système qui rétribue davantage des produits clairement définies plutôt que des prestations diffuses. De plus, la diminution des paiements directs généraux doit être compensées par un transfert vers les contributions écologique et éthologiques ainsi que les contributions relevant de l'OQE.</p>		

Train d'ordonnances 2011: Audition

Ordonnance numéro : 5		Titre : Ordonnance sur les paiements directs	
Art. 40, al, 1, let. f	Ourlets sur terres assolées et jachère tournante	Nous soutenons clairement l'introduction de ce nouveau type de SCE.	
Art 42, let. d	Exclusions des contributions	Nous soutenons l'introduction de cette pratique dans le texte de l'ordonnance.	
Art. 44, al.5	Interdiction du broyage (mulching) sur les SCE	Nous soutenons sans aucune réserve cette interdiction auquel il faut apporter une précision.	
	Proposition	Le broyage (mulching) est interdit et le produit de la fauche doit être exporté. Notons que les faucheuses rotatives et autre conditionneuses posent également de graves problèmes à la microfaune des herbages.	
Art. 45, al. 2 ^{ter}	Date de fauche avancée au sud des Alpes	Nous sommes opposés à l'introduction de cette mesure qui est trop générale et qui ne tient pas compte des conditions d'exposition par exemple. Cette précocité n'est pas l'apanage du sud des Alpes seulement. Nous sommes ouverts à une discussion de mesures relevant de la régionalisation et qui tiennent compte des spécificités régionales mais pas à la hâte comme ici.	
Art. 45 al. 2	Proposition	(...) l'exploitant en zone de plaine doit choisir entre le mode d'utilisation selon l'al. 2 ^{bis} ou le mode d'utilisation selon l'al. 2 ^{ter} . Les exploitants des zones de collines et de montagne I à IV doivent appliquer le mode d'utilisation selon l'al. 2 ^{bis} .	
	Justification	La flexibilisation de la date de fauche ne doit intervenir qu'en plaine, éventuellement en zone des collines et zone de montagne I, mais en aucun cas dans les zones de montagne II à IV. Les conditions et charges prévues que nous approuvons pleinement doivent être impérativement appliquées sous peine de sanctions lourdes. Nous sommes opposés à une flexibilisation généralisée des prairies extensives. Cette mesure ne doit pas porter préjudice aux oiseaux nicheurs au sol, insectes, araignées et plantes à floraison tardive. Une flexibilisation en zone de montagne équivaldrait à une date de fauche avancée de 2 semaines sans que les conditions et charges ne jouent un rôle limitatif suffisant et ceci au détriment de la qualité écologique.	
Art. 48, al.1	Bande herbagère le long des structures boisées	Nous sommes très favorables à l'introduction de cette précision.	

Train d'ordonnances 2011: Audition

Ordonnance numéro : 5		Titre : Ordonnance sur les paiements directs	
Art. 49, al.1 let. a	<p>Contributions prairies extensives, surfaces à litière, haies, bosquets et berges boisées</p> <p>Proposition Dans la zone de plaine, des collines et de montagne I à IV 1'500 francs Dans les zones de montagne I à IV 1'000 francs</p> <p>Justification On raison de la libéralisation des marchés agricoles et du calcul des contributions basé sur la notion historique et désormais caduque de pertes de rendements, il n'y plus lieu d'échelonner de façon stricte par zones les contributions concernant des mesures en faveur de la biodiversité. C'est la prestation qui est rétribuée et non pas la perte de rendement ou la charge en travail. Il faut passer d'une logique de compensation de revenu et de compensation de pertes de rendement pour les SCE à une logique d'un système basé sur la prestation. Par ailleurs, les améliorations foncières (AF) en cours ou planifiées en montagne sacrifient désormais également les petites structures boisées tout comme les AF en plaine jadis. Il faut donc rendre ces structures attractives. La montagne n'est pas responsable des excès qui ont été commis en plaine et ne doit pas être pour cela pénalisée. Par ailleurs, une logique analogue à celle des prairies peu intensives doit être appliquée. Des montants différents entre la plaine et la montagne restent justifiés en raison du déficit important observé en plaine.</p>		
Art. 49, al.2	<p>Contributions pour les prairies peu intensives Nous sommes très favorables à l'uniformisation de la contribution à 300 francs pour toutes les zones.</p>		
Art. 51	<p>Nous soutenons l'introduction des ourlets comme élément de compensation écologique</p> <p>Proposition Les ourlets ne peuvent pas être fauchés entre le 1^{er} mars et le 31 juillet.</p> <p>Justification L'introduction d'un élément linéaire qui enrichit le paysage en structure est très importante. Les oiseaux nicheurs au sol doivent toutefois pouvoir réussir leur couvée. La limitation de la fauche sur 50% de la surface de l'élément par an est insuffisante. Une restriction temporelle lors des périodes de reproduction de l'avifaune est nécessaire.</p>		
Art. 53, let. B Ancienne teneur Art. 51	<p>Proposition Nous demandons le maintien de la contribution pour la jachère tournante.</p> <p>Justification La jachère tournante est l'unique élément de CE non linéaire sur les terres ouvertes aux côtés des autres éléments apparentés que comme la jachère florale, l'ourlet et la bandes culturales extensives. L'argument qui consiste à dire que ce type s'apparente à ces derniers ne tient pas. Toute suppression d'un élément est un appauvrissement pour la biodiversité.</p>		

Train d'ordonnances 2011: Audition

Ordonnance numéro : 5		Titre : Ordonnance sur les paiements directs	
Art. 54, al. 2bis et 5	Revoir la formulation qui n'est pas claire car elle laisse la place à des contributions, certes diminuées, mais pour des vergers trop denses, c'est-à-dire supérieur à 160 arbres/ha		
Art. 55, al. 2, let a	Nous saluons l'introduction de la contribution pour le millet ce qui diversifie les cultures extensives.		
Art. 61, al. 1bis	Nous ne soutenons en aucune façon l'introduction de deux variantes pour le programme SRPA. Cela complexifie inutilement les programmes éthologiques, notamment au niveau de la vente et du marketing par l'introduction <i>de facto</i> d'un label supplémentaire.		
Art. 62	<p>Nous sommes opposés à la réduction de la contribution pour la variante pâturage et ne soutenons pas l'augmentation de la contribution pour la variante avec parcours. Cela avantage inutilement un système intensif d'engraissement par rapport à celui avec pâturage qui reste la forme la plus naturelle. Par ailleurs tout le bétail bovin devrait pouvoir sortir sur l'herbe.</p> <p>De plus, nous sommes favorable à l'introduction d'une contribution pour les équidés mais suggérons que les chevaux des fermes équestres en soient exclus explicitement si ce n'est déjà le cas au niveau de la loi. Cette activité para-agricole doit être rétribuée par le marché.</p>		
Art. 70, al.1	Nous soutenons sans réserve l'inscription dans l'ordonnance d'une référence à la directive de la Conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture.		
Art. 73b, al.1	<p>Proposition</p> <p>Nous sommes en principe favorables à l'introduction d'une période transitoire pour les cultures pérennes. Les délais sont par contre beaucoup trop longs.</p> <p>Justification</p> <p>On ne saurait attendre 2032 (!!!) pour les vignes ou 2022 (!!!) pour les vergers, les deux cultures sur lesquelles les doses de produits phytosanitaires sont les plus élevées. Dans les sites les plus sensibles que les cantons pourraient désigner (service de l'agriculture et service de protection des eaux ensemble par exemple), on doit prévoir une introduction plus rapide, moyennant une compensation financière. L'assainissement de la qualité des eaux est une priorité urgente particulièrement dans le contexte de la raréfaction de cette ressource en raison du réchauffement climatique.</p>		
Art. 73b, al.2	<p>Proposition</p> <p>A biffer.</p> <p>Justification</p> <p>Nous sommes favorables au maintien des contributions pour les jachères tournantes. Par ailleurs, il n'est pas compréhensible pour quelle raison la contribution est réduite dès 2009 de 200 francs.</p>		
Prestations écologiques requises : règles techniques Annexe			

Train d'ordonnances 2011: Audition

Ordonnance numéro : 5		Titre : Ordonnance sur les paiements directs	
2.1 al. 1	Nous sommes très favorables à la mention du plan de fumure s'agissant de la gestion équilibrée des fumures.		
2.1 al. 3	Nous proposons la suppression de la marge de tolérance de 10% pour le phosphore.		
2.1 al. 4	<p>Proposition Les apports en phosphore doivent être limités à 50% pour les sols des classes D et E.</p> <p>Justification Nous soutenons sans aucune réserve l'idée de limiter la fumure en phosphore dans les sols des classes D et E. Comme de nombreux sols sont encore trop riches en phosphore dans les zones sensibles mentionnées nous proposons de limiter cette quantité à 50% et non pas 80%.</p>		
2.1 al. 5	Nous proposons la suppression de la marge de tolérance de 10% pour l'azote.		
2.1 al.7	<p>Proposition Les normes UGBF/ha restent les mêmes qu'actuellement pour toutes les zones.</p> <p>Justification Nous sommes opposés à un relèvement des normes UGBF selon les zones pour exempter les agriculteurs du bilan de fumure. Cet instrument a fait ces preuves depuis de nombreuses années, est bien établi et est un outil précieux de vulgarisation. De plus, une fumure équilibrée est un des piliers essentiels des PER qui ne sauraient souffrir de trop d'exceptions. La souplesse actuelle est largement suffisante. Enfin, les excédents de N et P exigent encore un contrôle et un suivi rigoureux sur le reste de la SAU. Par ailleurs, le niveau d'intensité maximum qu'il faudrait idéalement atteindre est de 2.0 UGBF en plaine compte tenu de la taille et du poids actuel des bêtes.</p>		
2.2. al. 2	Par analogie au point ci-dessus nous sommes opposés au relèvement des valeurs UGBF.		
3 al.3	Nous sommes en faveur de l'interdiction des engrais et des produits phytosanitaires sur les bandes herbeuses. Ce sont en effet des refuges et des micro-milieus de substitution intéressant pour la faune et la flore.		
3, al. 4	Nous vous prions de réintroduire les mètres pour chaque catégorie de bandes herbeuses pour éviter tous malentendus et mauvaises interprétations.		
3.1	Nous saluons l'introduction de la disposition relative à la disposition maximale de 15 Km du centre de l'exploitation qui améliore la sécurité du droit et uniformiser les pratiques cantonales.		
3.1.2.1	Nous approuvons l'introduction de critères floristiques concernant les pâturages maigres.		

Train d'ordonnances 2011: Audition

Ordonnance numéro : 5		Titre : Ordonnance sur les paiements directs	
3.1.2.8		Nous approuvons les nouveaux critères pour le nouvel élément surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle. Le terme flore spontanée semblerait toutefois plus adéquat.	
3.1.2.9 Ancienne teneur		La suppression des chemins naturels non stabilisés est une incitation à les bétonner ou à les supprimer dans le cadre des AF. Nous suggérons de maintenir cet élément.	
4.3		Revenir à l'ancienne formulation qui prévoit que l'office reconnaît les règles prévoyant des pauses entre les cultures.	
5.1		Nous profitons de cette consultation pour réitérer notre critique envers le système de protection contre l'érosion alors que le système des indices de couverture du sol avait fait ces preuves. On constate avec le réchauffement climatique que le régime des pluies se modifie et que les sols, davantage nus en hiver qu'auparavant, sont soumis à des risques accrus d'érosion.	
6.1 al. 4		Nous sommes favorables à l'obligation du réservoir d'eau claire pour les pulvérisateurs. La période transitoire de 12 ans (2019) !!!) est en revanche beaucoup trop longue.	
6.2 al. 4 nouveau		<p>Proposition Un monitoring régulier sur les résidus de pesticides dans les denrées alimentaires est mis sur pied par la Confédération. Si une matière active est régulièrement décelée dans les aliments, elle est biffée de la liste des pesticides homologués.</p> <p>Justification Dans les bassins versants où les grandes cultures et les zones urbanisées prédominent, près de 80% des échantillons prélevés révèlent des traces de pesticides dans les nappes phréatiques ou l'eau potable. Les exigences de la protection des eaux qui limitent à 0.1 µg/l les résidus sont dépassées dans 20% des cas (source protection des eaux OFEV). Par ailleurs, les pesticides sont également absorbés dans la chaîne alimentaire. Nous demandons que les matières actives, dont la présence dans les eaux et les aliments est régulièrement relevée, soient biffées de la liste des substances homologuées.</p>	
6.2 al. 4 Ancienne teneur		<p>Proposition L'utilisation du chlormequat (CCC) et de chlorure choline (CC) est interdite.</p> <p>Justification L'interdiction du CCC et CC doit être maintenue. Les hormones de croissance sont régulièrement présentes dans le monitoring des denrées alimentaires effectués en Allemagne (pas de source connue en Suisse).</p>	

Verordnung Laufnummer: 6		Bezeichnung: Sömmerungsbeitragsverordnung SöBV 910.133	
<p>Allg. Bemerkungen: Das Sömmerungsgebiet umfasst eine Fläche von gut 500'000 Hektaren. Damit nimmt diese Fläche aus ökologischer Sicht einen wichtigen Stellenwert ein. Die Naturwerte innerhalb des Sömmerungsgebietes sind bedeutend, aus europäischer Sicht je nach Region sogar einmalig. Aus diesem Grund wird klar, dass für die Umweltverbände die Schutz und Förderanstrengungen im Sömmerungsgebiet eine hohe Priorität haben. Die SöBV ist aus ökologischer Sicht eine gute Verordnung. Sie beinhaltet viele Bestimmungen, die dem Naturschutz im Sömmerungsgebiet dient. Was leider auch nach dieser Totalrevision nicht ändern wird, ist das Fehlen von Beiträgen für ökologisch besonders wertvolle Flächen oder spezifische Programme, welche ökologisch-landschaftliche Leistungen entschädigen und fördern. So könnten mit einem Anreizsystem qualitativ wertvolle Flächen vor der Verbuschung oder vor der Intensivierung besser geschützt werden. Ebenfalls ein Problem ist der mangelnde Vollzug der Verordnung. So gibt zum Beispiel Artikel 3 klare Weisungen, welche Flächen grundsätzlich nicht beweidet werden dürfen. In der Praxis werden immer wieder gesömmerte Tiere auf nicht zu beweidenden Flächen angetroffen. Ein grosses Problem sind die nicht behirteten Schafherden im Sömmerungsgebiet. Die Erfahrungen der letzten Jahrzehnte zeigen uns, dass die Schafalpfung nur in sehr wenigen Einzelfällen zum Schutz und Förderung der Flora beitragen, in der Regel jedoch mehr Schaden als Nutzen bringen. Auch für die <i>Wildtiere</i> sind die Schafe vielerorts eine Plage. So wurden, dies nur als Beispiel, in den Jahresberichten 2004-2006 der zuständigen Wildhüter über die Eidgenössischen Jagdbanngebiete in fast jedem dritten Jagdbanngebiet die Schafalpfung als Problem und als Störung der Wildtiere aufgeführt (Abt. Artenmanagement, BAFU, 2007). Verbesserungswürdig ist im Weiteren die Beratung. Meistens beschränkt sich die Beratung auf wirtschaftliche Fragen. Ökologische Fragen werden meistens am Rand, wenn überhaupt, thematisiert. Die Überführung der <<Verordnung des BLW über die Bewirtschaftung von Sömmerungsbetrieben>> und die <<Kürzungsrichtlinie>> in die SöBV begrüßen wir.</p> <p>Zusammenfassend möchten wir festhalten: - Es fehlen weiterhin Anreize; - Die Schafalpfung wird immer noch zu stark gefördert; - Die Beratung im Sömmerungsgebiet muss verbessert werden.</p> <p>Forderungen an die revidierte SöBV: - Alpen mit hohen Naturwerten über Anreizstrategien fördern; - Gratlagen dürfen nicht beweidet werden; - Das Instrument des Bewirtschaftungsplans muss vermehrt eingesetzt werden; - Die Bekämpfung der Problempflanzen darf nicht zu einem höheren Herbizideinsatz auf den Alpen führen. Ausbreitung der Problempflanzen verhindern, statt rigoros bekämpfen; - Der Beitrag für die Kategorie „übrige Weiden“ für Schafe ist zu streichen. Die dafür eingesparten Gelder sind für den Herdenschutz einzusetzen.</p>			
Artikel	Vorschläge		
Art. 1 Geltungsb.	Wir sind einverstanden, dass Bisons und Hirsche auch weiterhin von der Beitragsberechtigung ausgeschlossen sind.		

Train d'ordonnances 2011: Audition

Verordnung	Laufnummer: 6	Bezeichnung: Sömmerungsbeitragsverordnung SöBV 910.133
Art. 3 Nicht zu beweidende Flächen	<p>Dieser ehemalige Artikel 2 aus der <<Verordnung des BLW über die Bewirtschaftung von Sömmerungsbetrieben>> ist für uns einer der Kernartikel. Wir begrüßen die unveränderte Überführung in die SöBV ausdrücklich. Leider wurde dieser Artikel bisher schlecht vollzogen. Jährlich erhalten wir Rückmeldungen von unseren Mitgliedern, die sich darüber beschwerten, gesömmerte Tiere in jungen Moränen, in Pioniervegetation oder in Naturschutzflächen angetroffen zu haben. Wir wünschen uns einerseits eine rigorosere Kontrolle und Durchsetzung dieser Bestimmungen und hoffen andererseits, dass nun die zentrale Platzierung als Artikel 3 in der SöBV zur Verbesserung der Situation beitragen wird.</p> <p>Die Gratlagen sind sehr sensible Gebiete und sollten nur von der Wildtierfauna genutzt werden. Gerade durch die Schafbeweidung ergeben sich auf den Gratlagen mehrere Problembereiche: Kotansammlung, erhöhter Krankheitsdruck, offene Grasnarbe und dadurch Erosion und Bodenabtrag durch den Wind. Wir fordern daher die Aufnahme von Gratlagen in die nicht zu beweidenden Flächen.</p> <p>Antrag Art. 3 Abs. 1: neue lit. g: <<Gratlagen über der Waldgrenze (obersubalpin).>></p>	
Art. 3 Abs. 2	<p>Die Gratlagen sollen nicht nur nicht als Standweide genutzt werden, sondern sollen generell von der Beweidung ausgeschlossen werden (siehe Bemerkung unter Art. 3 Abs. 1).</p> <p>Antrag Art. 3 Abs. 2: <<Gratlagen>> streichen.</p>	
Art. 4 Abs. 3 lit. b. Weidesysteme für Schafe	<p>Kunststoffweidenetze sind nicht tiergerecht und im Berggebiet schwierig fachgerecht einsetzbar. Schnell wechselnde Witterungsbedingungen (z.B. Schneefall, starke Winde) führen leider häufig dazu, dass es auch mit bestem Willen nicht möglich ist, die Kunststoffweidenetze jederzeit fachgerecht auf- und abzubauen. Wild- und Nutztiere, die sich in den Netzen verfangen und oft elendiglich darin sterben, sind leider keine Einzelfälle.</p> <p>Antrag: Art. 4 Abs. 3 lit. b Kunststoffweidenetze dürfen nur für die Einzäunung der Übernachtungsplätze sowie in schwierigem Gelände oder bei hohem Weidedruck für die Unterstützung der Weideführung während der zugelassenen Aufenthaltsdauer verwendet werden.</p>	
Art. 5 Bew.plan	<p>Wie begrüßen den Inhalt des Artikels. Die Erstellung eines Bewirtschaftungsplans hat sich auf vielen Alpen gelohnt. Wir schlagen vor, dass Artikel 5 Bewirtschaftungsplan ergänzt wird mit einem Hinweis, wann ein Bewirtschaftungsplan gefordert und/oder sinnvoll ist. Z.B. nach Art. 9 Abs. 1 lit. a oder nach Art. 15 Abs. 1 lit. 3 (Antrag neu) oder Art. 19 (Antrag neu).</p>	

Train d'ordonnances 2011: Audition

Verordnung	Laufnummer: 6	Bezeichnung: Sömmerungsbeitragsverordnung SöBV 910.133
Art. 10 Sömme- rungsbei- träge	<p>Auch in der revidierten SöBV gibt es nur negative Naturschutz-Anreize (z.B. Art. 14 Abs. 3: <<Naturschutzflächen müssen vorschriftsgemäss bewirtschaftet werden>>). Wenn nun auch auf den Alpen Prämien für artenreiche Weiden bezahlt würden, lohnte sich eine Intensivierung bis an die Grenzen des Zulässigen weniger und die Weidepflege (Schutz vor Verbuschung) könnte interessanter werden. Es ist für die Bauern - und für uns - nicht einsichtig, warum die Artenvielfalt nur auf der LN einen besonderen Wert haben soll, der abgegolten wird. Auch in der vom BLW im Herbst 2006 eingesetzten Arbeitsgruppe war man sich mehrheitlich einig, dass zumindest botanisch qualitativ wertvolle Alpen oder Alpgebiete neben den TWW-Flächen entschädigt werden sollen. Leider waren unsere Bemühungen für eine Präzisierung des massgebenden Artikels 76 Abs. 3 LWG in der parlamentarischen Debatte nicht mehrheitsfähig. Was wir jedoch erwarten ist, dass die Frage der Abgeltung besonderer Leistungen im Sömmerungsgebiet (Schutz und Förderung botanischer Qualität) im Rahmen der Motion der Kommission des Ständerates (06.3635) auf die Umsetzbarkeit überprüft wird.</p> <p>Wir begrüssen die Erhöhung der Beiträge für die <i>Behirtung</i> und für die <i>Umtriebsweide</i>. Den Beitrag von 120 Franke für die <i>übrigen Weiden</i> finden wir zu hoch, denn der ökologische Beitrag der Schafalpung ist in vielen Fällen sehr gering, oft sogar negativ zu werten. Wir schlagen vor, die Beitragskategorie „übrige Weiden“ ganz zu streichen und stattdessen die dafür eingesparten Gelder für den Herdenschutz vor Grossraubtieren umzulagern.</p> <p><u>Antrag: die Beitragskategorie <<übrige Weiden>> ist zu streichen. Die eingesparten Gelder sind für den Herdenschutz einzusetzen.</u></p>	
Art. 12 Grundsatz	Wir sind mit dem neuen Grundsatzartikel zu den Anforderungen an die Bewirtschaftung einverstanden.	
Art. 14 Schutz der Weiden...	Wir sind mit dem neuen Artikel 14 <i>Schutz der Weiden, der nicht zu beweidenden Flächen und der Naturschutzflächen</i> einverstanden. Wichtig sind eine gute Beratung und konsequente Kontrollen, damit die Forderungen auch in der Praxis umgesetzt werden.	
Art. 15 Düngung der Weide- flächen	<p>Als Grundsatz muss gelten: Keine Nährstoffzufuhr von aussen, nur alpeigene Dünger verwenden. Es sind wahrscheinlich sehr wenige Alpen, auf denen eine agronomisch sinnvolle Ergänzungsdüngung mit P-, K- oder Mg-Düngern möglich und sinnvoll ist. Von daher fordern wir die Zufuhr von alpfermden Düngern nur nach Nachweis und mit Begründung aufgrund eines Bewirtschaftungsplans. Somit kann gewährleistet werden, dass der Düngereinsatz auch gerechtfertigt ist.</p> <p><u>Antrag: Ergänzung: Art. 15 Abs. 1 lit. 3 <<Für die Zufuhr von alpfermden Düngern ist die Bewilligung der zuständigen kantonalen Fachstelle aufgrund eines Bewirtschaftungsplans notwendig.>></u></p>	
Art. 16 Problem- pflanzen	Nur in einzelnen Kantonen ist der Einsatz von Mulchgeräten (girobroyeurs) geregelt. Dies ist ein Manko. Wir fordern das BLW auf, mit einer verbindlichen Weisung durch den Bund den Einsatz von Mulchgeräten landesweit zu regeln.	

Train d'ordonnances 2011: Audition

Verordnung	Laufnummer: 6	Bezeichnung: Sömmerungsbeitragsverordnung SöBV 910.133
Art. 16 Absatz 1	<p>Die Verunkrautung stellt auf vielen Alpen ein Problem dar. Die Gründe sind vielfältig. Wir sind jedoch der Meinung, dass Problempflanzen bis zu einem gewissen Grad toleriert werden müssen. Ziel muss sein, dass bei Problempflanzen mindestens die Ausbreitung gestoppt wird. Wir erachten die vorgeschlagene Formulierung als Wunschformulierung, die nicht praxistauglich umsetzbar ist. Insbesondere befürchten wir einen steigenden Einsatz von Herbiziden, wenn einzelne Problempflanzen, insb. die Blacken, neu namentlich in der Verordnung erwähnt werden.</p> <p>Antrag: <i>Problempflanzen wie Blacken, Ackerkratzdisteln, weisser Germer, Jakobskreuzkraut sind zu bekämpfen an der Ausbreitung zu hindern.</i></p>	
Art. 16 Abs. 2	<p>In der Abgrenzung zwischen <i>Einzelstockbehandlung</i> und <i>Flächenbehandlung</i> liegt ein grosser Ermessensspielraum. Wir sind der Meinung, dass generell auf Einzelstockbehandlungen auf den Alpen verzichtet werden soll. Nur in grossen Problemfällen sollen Flächenbehandlungen möglich sein. Es gilt zu bedenken, dass mit einer Flächenbehandlung ohne Nährstoffentzug das Problem der Verunkrautung nicht gelöst ist.</p> <p>Antrag: <i>Herbizide dürfen zur Einzelstockbehandlung eingesetzt werden. Flächenbehandlungen dürfen ...</i></p>	
Art. 17 Abs. 1	<p>Jede Futterzufuhr erhöht das Nährstoffangebot. Dies ist generell unerwünscht, insbesondere da schon heute auf vielen Alpen hohe Nährstoffeinträge konzentriert anfallen: Problem Eutrophierung der Alpen. Bisher war die Zufuhr von Rau- und Krafftutter nicht begrenzt. Wir begrüssen die Restriktion und sind wir mit der vorgeschlagenen Formulierung einverstanden.</p>	
Art. 17 Abs. 2	<p>Wir beantragen, Absatz 2 ganz zu streichen. Wie schon oben ausgeführt, ist es ökologisch nicht sinnvoll zusätzliches Futter auf die Alpen zu transportieren. Zusätzlich werden schlecht erschlossene Alpen benachteiligt, der Druck zur besseren Erschliessung wächst, insbesondere bei den weiterhin zu erwartenden hohen Preisen für Alpkäse. Ein Verbot von Krafftutterzufuhr würde auch der Tendenz entgegenwirken, dass zunehmend alpuntaugliche Tiere gealpt werden.</p> <p>Antrag: <i>Absatz 2 streichen.</i></p>	
Art. 17 Abs. 3	<p>Zunehmend wird die Schotteverwertung auf den Alpen ein umweltrelevantes Problem. Insbesondere dort, wo die Käseherstellung zentralisiert worden ist oder wird. Die grossen Mengen an anfallender Schotte kann nicht mehr über die Verfütterung an Schweine „entsorgt“ werden. Wir fordern mindestens eine eidgenössische Weisung zur umweltgerechten Entsorgung der Schotte.</p>	
Art. 19	<p>Die „kann-Formulierung“ für die Erstellung eines Bewirtschaftungsplans ist zu wenig konkret. Werden ökologische Schäden nicht behoben, so muss der Kanton einen Bewirtschaftungsplan verlangen.</p> <p>Antrag: <i>Führen die Auflagen nicht zum Ziel, so verfügt der Kanton die Erstellung eines Bewirtschaftungsplans.</i></p>	
Art. 24	<p>Wir sind mit der Ausdehnung des Kontrollintervalls von 10 auf 12 Jahre nicht einverstanden. Siehe Erläuterungen und Antrag unter Laufnummer 4, VKKL.</p>	

Train d'ordonnances 2011: Audition

Verordnung Laufnummer: 6		Bezeichnung: Sömmerungsbeitragsverordnung SöBV 910.133
Anhang 1	<p>Anhang 1 regelt den Höchstbesatz für Schafweiden. Diese Tabelle wurde nicht revidiert. Wir haben grosse Zweifel, dass die Tabelle ihren Sinn und Zweck erfüllt. Die Tabelle ist für die Praktiker schlecht umsetzbar, schlecht lesbar und trägt den botanischen Gegebenheiten zu wenig Rechnung. Wir schlagen vor, diesen Anhang anders, das heisst übersichtlicher und klarer, zu gliedern. Siehe beide Tabellen unten. Im Weiteren möchten wir festhalten, dass wir mit der Erhöhung des Höchstbesatzes um 50 % bei sehr günstigen, ertragreichen Standorten nicht einverstanden sind, da viel zu grosszügig. Wir schlagen hier eine Erhöhung um maximal 30 % vor.</p> <p><u>Antrag I:</u> <i>Anhang 1 wird angepasst, eine Diskussionsgrundlage ist im Anhang zu dieser Stellungnahme angefügt.</i></p> <p><u>Antrag II:</u> <i>Der Höchstbesatz bei guten Bedingungen kann um maximal 30% erhöht werden.</i></p>	
Anhang 2	<p>Wir begrüssen ausdrücklich die Ueberführung der Kürzungsrichtlinie als Anhang 2 in die SöBV und erwarten, wie das BLW, eine erhöhte Verbindlichkeit und einen einheitlichen Vollzug.</p>	

Anhang 1 Vorschlag SöBV

Höchstbesatz für Schafweiden in Abhängigkeit von der Höhenstufe sowie Weidetyp und Weidesystem*

Höhenstufe	Fettweiden				Magerweiden			
	Behirtete Herden oder Umtriebsweide		Freier Weidegang		Behirtete Herden oder Umtriebsweide		Freier Weidegang	
	Anzahl Schafe ¹⁶	GVE ¹⁵	Anzahl Schafe ¹⁶	GVE ¹⁵	Anzahl Schafe ¹⁶	GVE ¹⁵	Anzahl Schafe ¹⁶	GVE ¹⁵
Tiefland und unteres Berggebiet (kollin und untermontan)	8-10	0.7-0.9	5-7	0.4-0.6	4-6	0.3-0.5	3-4	0.3
Oberes Berggebiet (obermontan)	5-8	0.4-0.7	3-5	0.3-0.4	3-5	0.3-0.4	2-4	0.2-0.3
Unteres Alpgebiet (unter-subalpin)	4-5	0.3-0.5	3-4	0.3	3-4	0.3	2-3	0.2-0.3
Mittleres Alpgebiet (ober-subalpin) =natürliche Waldgrenze	3-4	0.3	2-3	0.2-0.3	2-3	0.2-0.3	2	0.2
Hohes Alpgebiet (alpin) = natürlich Waldfrei	1-2	0.1-0.2	1	0.1	1	0.1	0.5	0.08

Der Höchstbesatz bezieht sich vom Futterertrag und von der Nutzung her auf mittlere Standorte. Bei sehr günstigen, ertragreichen Standorten kann der Höchstbesatz bei ständiger Behirtung oder Umtriebsweide um maximal **30** Prozent erhöht werden. Wird eine Erhöhung geltend gemacht, ist deren Berechtigung über eine von Fachleuten vorgenommene Schätzung des Ertragspotenzials und eine Abklärung der Flächeneignung nachzuweisen.

¹⁵ Angaben pro ha. Bei ungünstigen Standorten (steile, schattige, nasse oder trockene Lagen) sind grundsätzlich die tieferen Werte massgebend.

¹⁶ Angaben pro ha. Mittleres Alpschaf zu 0,0861 GVE

* Höhenstufen und Weidetypen (Fett- und Magerweiden) siehe: Dietl, W. und Jorquera, M.; 2003:Wiesen- und Alpenpflanzen, Seiten 36ff.

Anhang 1 Vorschlag SöBV

Höhenstufen

Bezeichnung	Höhenbereich in verschiedenen Klimagebieten (in Meter über Meer)		
	<i>Alpen-Nordseite</i>	<i>Zentralalpen</i>	<i>Südalpen</i>
Tiefland (kollin)	bis 600	bis 800	bis 900
Unteres Berggebiet (untermontan)	600-900	800-1100	900-1200
Oberes Berggebiet (obermontan)	900-1200	1100-1400	1200-1600
Unteres Alpgebiet (untersubalpin)	1200-1500	1400-1800	1600-1800
Mittleres Alpgebiet (obersubalpin) = natürliche Waldgrenze	1500-1800	1800-2200	1800-2000
Hohes Alpgebiet (alpin) = natürlich waldfrei	1800-2500	2200-2800	2000-2500

Verordnung Laufnummer: 7		Bezeichnung: Ökoqualitätsverordnung ÖQV	
<p>Allg. Bemerkungen: WWF Schweiz begrüsst die Erhöhung der Finanzhilfen des Bundes für die Öko-Qualitätsbeiträge und damit die einhergehende Stärkung dieses für die Artenvielfalt wichtigen Instrumentes! Ebenso begrüssen wir ausdrücklich die Aufnahme von extensiv genutzten Weiden, Waldweiden und Rebflächen als beitragsberechtigte Elemente.</p>			
Artikel	Vorschläge		
Art. 3 Abs. 1	WWF Schweiz begrüsst die Aufnahme der drei Elemente <i>extensiv genutzte Weide, Waldweiden (Wytweiden, Selven) und Rebfläche mit natürlicher Artenvielfalt</i> als beitragsberechtigte Elemente in die ÖQV.		
Art. 7 Abs. 2	<p>Die Erhöhung der Beiträge für die biologische Qualität und Vernetzung vom Talgebiet bis in die Bergzone II ist grundsätzlich positiv zu werten. Dadurch, dass die Bergzonen III-IV auf den bisherigen Beiträgen belassen werden, entsteht aber eine zu grosse Differenz zwischen den Zonen Tal - Berggebiet II und Berggebiet III - IV. Gerade im Berggebiet muss der Anreiz zur Erhaltung der noch vorhandenen Biodiversität genügend gross sein. Deshalb ist eine geringere Erhöhung der Beiträge für die biologische Qualität und die Vernetzung im Talgebiet bis in die Bergzone II nötig, dafür aber eine Erhöhung der Beiträge beider Kategorien in den Bergzonen III-IV.</p> <p>Antrag: <i>Für wenig intensive und extensive Wiesen und Streueflächen sowohl für Qualität als auch Vernetzung: 900 Franken (Tal- Bergzone II) und 700 Franken (Bergzonen III-IV). Für Hecken, Feld- und Ufergehölze, Rebflächen mit natürlicher Artenvielfalt und weitere ökologische Ausgleichsflächen für die Vernetzung: 900 Franken (Tal- Bergzone II) und 700 Franken (Bergzonen III-IV). Siehe Tabelle unten.</i></p>		

Train d'ordonnances 2011: Audition

	Für die biologische Qualität (Fr. pro ha und Jahr bzw. pro Baum und Jahr)		Für die Vernetzung (Fr. pro ha und Jahr bzw. pro Baum und Jahr)	
	Tal - Bergzone II	Bergzonen III-IV	Tal - Bergzone II	Bergzonen III-IV
Extensiv genutzte Wiesen, wenig intensiv genutzte Wiesen und Streueflächen	<u>900.-</u>	<u>700.-</u>	<u>900.-</u>	<u>700.-</u>
Extensiv genutzte Weiden und Waldweiden (Wytweiden und Selven)	500.-	300.-	500.-	300.-
	Der Betrag wird zu je maximal 50% für die Flora- und die Strukturqualität ausgerichtet.			
Hecken, Feld- und Ufergehölze	2000.-	2000.-	<u>900.-</u>	<u>700.-</u>
Rebflächen mit natürlicher Artenvielfalt	1000.-	1000.-	<u>900.-</u>	<u>700.-</u>
Hochstamm- Feldobstbäume	30.-	30.-	5.-	5.-
Weitere ökologische Ausgleichsflächen auf landwirtschaftlicher Nutzfläche			<u>900.-</u>	<u>700.-</u>

Verordnung Laufnummer: 9		Bezeichnung: Bio-Verordnung
Artikel	Vorschläge	
Art. 7	<p>Der WWF Schweiz hat sich mehrfach hinter das Prinzip der Gesamtbetrieblichkeit gestellt und. Die politische Debatte im Parlament hat trotz der etwas weicheren Formulierung im Gesetz einen Konsens gebracht, dass die Gesamtbetrieblichkeit Prinzip und Regel sein muss. Der WWF Schweiz hinter dem Grundsatz der Gesamtbetrieblichkeit, da es von den Konsumenten als eine Grundvoraussetzung erwartet wird. Wir bedauern es darum ausserordentlich, dass nun eine Differenz zwischen den Knospe und M-Bio Richtlinien und der Bioverordnung geschaffen wird. Für viele Konsumenten gibt es nur ein Bio, die Glaubwürdigkeit in diesem Sinne auch von der Glaubwürdigkeit der Bioverordnung ab.</p> <p>Eine Erweiterung des sektoriellen Anbaus von Wein -und Obstbau auf alle Dauerkulturen lehnen wir entschieden ab, zumal der Begriff Dauerkulturen aus unserer Sicht übermässig strapaziert wird. Damit würde der sektorielle Anbau für eine zu grosse Anzahl Kulturen möglich, und der Ausnahmecharakter ginge verloren. In den Vorschlägen des BLW fehlen Mechanismen, wie sichergestellt werden kann, dass die vom Parlament beschlossenen Bedingungen (Integrität Bio und Kontrollierbarkeit) an die Ausnahmen gewährleistet werden. Das Herauspicken von besonders interessanten Kulturen und deren Anbau in Bioqualität durch konventionelle Betriebe betrachten wir u.a. aus kontrolltechnischen Gründen als sehr problematisch. Sind chemische Pflanzenschutzmittel und mineralische Dünger einmal auf dem Betrieb, ist der Schritt zu deren Einsatz auch auf einer Bioparzelle, z.B. in einer Notsituation, nicht mehr gross. Die im Gesetz erwähnte und von der Öffentlichkeit klar interpretierte Integrität der biologischen Wirtschaftsweise darf vom EVD nicht auf Kosten der Biobäuerinnen und Biobauern strapaziert werden.</p> <p>Ausnahmen, die gemäss Gesetz neu möglich sein sollen, müssen demnach als solche behandelt werden. Wie bis anhin sollen sie bewilligungspflichtig sein. Nur so kann das BLW den Überblick behalten, wie weit das Grundprinzip erhalten ist.</p> <p>WWF Schweiz begrüsst hingegen den Vorschlag, den parzellenweisen biologischen Rebbaub zu verbieten. Auch die in der Frage der Gesamtbetrieblichkeit viel liberalere EU kennt das Verbot von biologischen und konventionellen Parallelprodukten auf demselben Betrieb. Eine Kultur auf dem gleichen Betrieb biologisch und konventionell herzustellen, kann nicht glaubwürdig kontrolliert werden.</p>	

Verordnung Laufnummer: 12		Bezeichnung: Strukturverbesserungsverordnung	
<p>Allg. Bemerkungen: Generell fordern wir, dass Strukturverbesserungsmassnahmen im Bereich Hochbau nicht auf Kosten des Landschaftsbildes gehen dürfen. Diesem Aspekt <i>Schutz des Landschaftsbildes</i> muss vermehrt Rechnung getragen werden. Gerade im Hinblick auf kostensparende Bauweisen entsteht ein Konflikt zwischen Baumaterialien und Ausführungen einerseits und dem Landschaftsschutz andererseits. So sind zum Beispiel Ställe in Form von Grosszelten kostenarm zu erstellen, beeinträchtigen aber das Landschaftsbild enorm. Die Bauweise in schöner Holzkonstruktion hat immer noch erste Priorität.</p> <p>Im Hochbau wird die Unterstützung von BTS-Ställen zulasten von Anbindeställen gestärkt. Auch bei den Investitionskrediten werden BTS-Ställe stärker unterstützt (50% höhere Beiträge wie für Anbindeställe). Der WWF ist der Meinung, dass nur mehr BTS/RAUS kompatible Neubauten über die Strukturverbesserungsverordnung subventioniert werden und begrüsst daher die Stossrichtung des Bundes. Allerdings ist der Systemwechsel völlig ungenügend! Mit Blick auf die Tatsache, dass das gleiche Departement beabsichtigt, Anbindeställe für (Mutter)Kühe zu verbieten, Anbindeställe im Neubau zwischen 50-100% höhere Investitionskosten nach sich ziehen, durch die dauernde Anbindung und den legalen Kuhtrainer tierschutzwidrig sind und erheblich höhere Arbeitsbelastungen generieren, ist eine Subvention von Anbindeställen aus Sicht des WWF wirtschaftlich und tierschützerisch katastrophal und stellt eine Verschleuderung von Steuergeldern dar. Aus diesen Gründen fordert der WWF, dass sich auch der Bund der Subventionspraxis verschiedener Kantone, z.B. ZH, anschliesst und nur mehr Milchvieh-Laufställe resp. BTS kompatible Neubauten subventioniert.</p>			
Artikel	Vorschläge		
Art. 14 Abs. 1 Bst. i	<p>Es ist anzunehmen, dass die Witterungsextreme in Zukunft zunehmen. Nicht nur Starkniederschläge belasten die Bauern sondern auch Trockenperioden. Von daher gehen wir von einer starken Zunahme von Bewässerungsprojekten aus. Wir fordern, dass Investitionshilfen für die Bewässerung von Spezialkulturen nur bewilligt werden, wenn sichergestellt werden kann, dass die ökologische Funktionsfähigkeit der betroffenen Gewässer und Quellen sichergestellt und garantiert werden kann.</p> <p>Antrag: <i>Bewässerungsprojekte werden nur bewilligt, wenn vorgängig abgeklärt und sichergestellt wurde, dass die ökologische Funktionsfähigkeit der betroffenen Gewässer nicht beeinträchtigt werden. Im Weiteren beantragen wir, dass mit einer breiten wissenschaftlichen Untersuchung abgeklärt wird, wo die Grenzen der landwirtschaftlichen Bewässerung liegen und wie stark sie ohne Schaden an der Gewässerökologie ausgebaut werden kann. Es soll auch klar festgehalten werden, wo und wann kein Ausbau möglich ist.</i></p>		
19,2a und b	<p>Entweder: Es werden keine Beiträge für Anbindeställe ausgerichtet, Ausnahme: Alpställe für temporäres, kurzzeitiges Anbinden. Beitragshöhe/GVE für BTS kompatible Ställe: CHF 4200 (HZ, BZ 1), CHF 6'000 (BZ 2-4), CHF 3900.- (BTS-Alpgebäude).</p>		
46,2a und b	<p>Es werden keine Investitionskredite für nicht BTS kompatiblen Ställe ausgerichtet. Beitragshöhe für BTS kompatible Ställe für Rauhfuttermesser-GVE: CHF 12'000 (TZ), CHF 7500.- (HZ, BZ1), CHF 7500 (BZ2-4).</p>		

Train d'ordonnances 2011: Audition

Verordnung Laufnummer: 12		Bezeichnung: Strukturverbesserungsverordnung
Art. 46 Abs. 8	Wir begrüßen den Anreiz zur Erfüllung von Minergie-Standards. Die Zielsetzung bezüglich einer verbesserten Energieeffizienz der Wohnhäuser ist unbedingt zwingend für Hochbauprojekte vorzuschreiben. Dabei wird insbesondere der Minergiestandard mit einem Anreiz gefördert. Antrag: Für die Gewährung von Investitionskrediten für Wohnhäuser sind energieeffiziente Bauweisen zwingend vorzunehmen.	

Verordnung Laufnummer: 19		Bezeichnung: Pflanzenschutzmittelverordnung
<p>Allg. Bemerkungen: Das Parlament hat die Möglichkeit der Einfuhr patentgeschützter Pestizide gesetzlich ermöglicht. Das bedeutet, dass die Pestizide in Zukunft billiger werden. Schon heute werden durch neue Firmen Pestizide sehr offensiv vermarktet. Davon sollen laut Eigenwerbung eines Anbieters nicht nur Landwirte und Obstanbauern, sondern auch Kleingärtner „profitieren“ (Homepage RealChemie). Wir befürchten, dass der Pestizidverbrauch durch den angefachten Preiskampf unter den Anbietern steigen wird, da die Spritzkosten entsprechend sinken werden und in der Werbung die negativen möglichen Effekte ausgeblendet werden. Wir fordern daher, dass auf der Verpackung oder im Beipackzettel klar auf die ökologischen Schäden bei nicht sachgerechtem Gebrauch hingewiesen wird. Mit einer Lenkungsabgabe auf Pestiziden könnten wenigstens die Folgekosten (Boden- und Wasserverschmutzung) gemindert werden. Wir verweisen im Weiteren auf unseren Antrag Anhang 6.2 DZV, Einführung eines Pestizidmonitorings.</p>		
Artikel	Vorschläge	
Art. 32-34	Wir sind mit Erleichterungen im Zulassungsverfahren nicht einverstanden.	

Verordnung Laufnummer: 20		Bezeichnung: Dünger-Verordnung	
Allg. Bemerkungen: --			
Artikel	Vorschläge		
Art. 5 Abs. 2 lit. b	Wir begrüßen die Regelung wonach Hofgülle, die gemeinsam mit Co-Substraten vergoren wird, als Recyclingdünger gilt.		
Art. 5 Abs. 2 Bst. b/4.	Wir sind mit der expliziten Erwähnung, dass unverrottetes pflanzliches Material in den Boden eingearbeitet werden darf, nicht einverstanden. Das Vorgehen bedeutet nichts anderes, als eine billige Entsorgung dieser pflanzlichen Nebenprodukte auf dem Acker. In verdichteten Böden verfaulen diese Produkte, was sich auf die Bodenfruchtbarkeit negativ auswirkt. Die pflanzlichen Nebenprodukte sollen mindestens zuerst fachgerecht kompostiert oder einer Biogasanlage zugeführt werden. <u>Antrag: Art. 5 Abs. 2 Bst. b/4 streichen.</u>		
Art. 16 Abs. 2	Nitrifikationshemmer beeinflussen die biologischen Vorgänge im Boden. Bis heute ist das Phänomen der Bodenfruchtbarkeit nicht wissenschaftlich fassbar. Von daher sind jegliche Einträge in den Boden zu vermeiden, welche die Bodenmikroorganismen schädigen. Dies ist bei Nitrifikationshemmern der Fall. Von daher verlangen wir ein grundsätzliches Verbot der Nitrifikationshemmer in der Schweizer Landwirtschaft. <u>Antrag: Nitrifikationshemmer sind als Dünger nicht zugelassen.</u>		

Train d'ordonnances 2011: Audition

Verordnung Laufnummer: 21		Bezeichnung: Düngerbuch-Verordnung
Allg. Bemerkungen: --		
Artikel	Vorschläge	
Art. 3 Abs. 3 (neu) Allg. Anforderungen	<p>Im Phosphordünger ist das hochgiftige Uran in mehr oder weniger hohen Dosierungen (je nach Herkunft des P-Düngers) „natürlich“ enthalten. Bis heute wurde diesem Umstand keine Rechnung getragen. Laut Aussagen von Ewald Schnug von der Bundesforschungsanstalt für Landwirtschaft (FAL) in Deutschland bringt eine übliche Minereraldüngung jährlich etwa 10 bis 22 Gramm Uran auf den Hektar Acker (DIE ZEIT 02.06.2005 Nr.23). Rechnet man die Menge an ausgebrachtem Uran über eine Zeitdauer von mehreren Jahrzehnten auf den mit P gedüngten Flächen auf, so kommt eine nicht unerhebliche Menge an Uran zusammen. Uran wird seit einigen Jahren auch im Trinkwasser nachgewiesen (siehe z.B. Untersuchungen des Kantonslabors BL vom Juni 2007). Dabei ist noch nicht wissenschaftlich untersucht, ob das Uran aus dem vorhandenen Gesteinsuntergrund oder aus den P-Düngern stammt. Wir fordern daher eine grössere Beachtung des Problems und die Aufnahme einer Bestimmung in die Düngerbuch-Verordnung betreffend dem Uran. Auch ist zu prüfen, ob nicht P-Dünger aus stark mit Uran belasteten Lagerstätten von der Einfuhr verboten werden muss.</p> <p><u>Antrag I (neuer Absatz 3): Bei Phosphordüngern darf der Urangehalt xx (noch zu bestimmen) mg/kg nicht überschreiten.</u></p> <p><u>Antrag II: Wir erwarten eine wissenschaftliche Untersuchung des Problems <<Uran im P-Dünger>> mit konkreten Handlungsempfehlungen.</u></p>	
Anhang 3	<u>Antrag: Anhang 3 ist mit der Höchstfracht an Uran pro Hektare und Jahr zu ergänzen.</u>	

Verordnung Laufnummer: 22		Bezeichnung: Verordnung über die Tierzucht
<p>Mit Blick auf die einerseits existentielle Bedeutung der Bienen und andererseits der beunruhigende Entwicklung im In- und Ausland betreffend Gesundheit der Bienen („Bienensterben“) begrüßen wir die Aufnahme dieser Tierkategorie sehr, ebenso das Einsetzen einer BLW-Arbeitsgruppe zur Förderung der Honigbienenhaltung. Hingegen sehen wir mit Blick auf deren marginale Bedeutung keinen Anlass zur Unterstützung der Neuweltkameliden, die primär Hobbyzwecken dienen.</p>		
Artikel	Vorschläge	
1	Unterstützung tierzüchterische Massnahmen bei Honigbienen wird vom WWF Schweiz sehr begrüsst.	
1 und 2	Der WWF Schweiz wendet sich gegen eine mögliche Unterstützung der Neukameliden, da es sich primär um eine Hobbyhaltung handelt.	